



Communiqué de presse

Le libre-échange agroalimentaire avec l'UE: une bouffée d'air

L'Industrie Alimentaire Suisse est favorable au libre-échange agroalimentaire (ALEA) avec l'UE. Elle attend de l'ouverture réciproque des marchés pour les produits agricoles et les denrées alimentaires une augmentation significative de sa compétitivité. Afin d'assurer le passage à un marché libéralisé, des délais transitoires et des mesures d'accompagnement raisonnables sont nécessaires en faveur de l'agriculture et des entreprises productrices proches de celle-ci.

SP. Le Président de la Fédération de l'Industrie Alimentaire Suisse (fial), le Conseiller aux Etats zougais Rolf Schweiger, a fait savoir lors d'une séance d'information pour les médias à Berne que l'Industrie Alimentaire Suisse était en majeure partie favorable à la conclusion d'un ALEA avec l'UE. 12 des 16 branches affiliées à la fial, qui occupent environ 80 % des 33'000 employé(e)s et réalisent bien 70 % du chiffre d'affaires de l'Industrie Alimentaire Suisse, se sont prononcées en sa faveur, des attentes en matière de délais transitoires et de mesures d'accompagnement étant cependant clairement exprimées par certaines. 2 branches (l'industrie de la levure ainsi que celle des huiles et des graisses qui représentent ensemble un peu moins de 2 % des employé(e)s de l'Industrie Alimentaire Suisse et 3,3 % du chiffre d'affaires total de l'Industrie Alimentaire) rejettent l'ALEA, parce que celui-ci remet en question leur existence. Les fabricants de conserves, de produits réfrigérés et surgelés jugent le projet de manière contrastée et, pour certains, critique. Ils occupent environ 14 % des employé(e)s de l'Industrie Alimentaire Suisse et contribuent à hauteur de 10 % à l'ensemble de son chiffre d'affaires. Les meuniers affiliés à la fial qui rétribuent un peu plus de 2 % des employé(e)s de l'Industrie Alimentaire Suisse et concourent pour environ 3 % au chiffre d'affaires total font montre d'attentisme. Les différences d'appréciation au sein des branches sont dûes avant tout, selon M. Schweiger, à des intérêts contraires entre les entreprises du premier et du deuxième échelon de transformation. Il faut prendre en compte les inquiétudes des minorités critiques à l'égard du libre-échange – à l'instar de l'agriculture – en mettant en place des délais transitoires raisonnables et des mesures d'accompagnement adaptées. Il est en outre nécessaire de prendre des décisions de principe qui soient convaincantes du point de vue écologique, économique et interventionniste concernant la production et la transformation de betteraves sucrières et d'oléagineux.

Perspectives pour l'ensemble de la filière de transformation

Pour le Conseiller national Rolf Schweiger, la conclusion d'un ALEA aura pour effet de rapprocher le niveau des prix des matières premières agricoles helvétiques de celui de l'UE en raison de la suppression des protections douanières. Une telle évolution est souhaitée en particulier à cause de la fin des compensations à l'exportation qui pourrait survenir déjà en 2014 sur la base des négociations de l'OMC. L'ajustement au niveau des prix de l'UE contribue en même temps à atténuer le phénomène de l'"îlot de cherté suisse". De plus, l'ALEA aura un effet positif sur l'élimination, dans une large mesure, des entraves techniques au commerce engendrées par des exigences différentes concernant les produits. Mais avant tout, l'accord prévu facilite l'accès aux marchés de l'UE et à leurs quelque 500 mio. de consommatrices et de consommateurs. Selon M. Schweiger, étant donné que le marché suisse est en bonne part saturé, les

possibilités d'expansion pour l'Industrie Alimentaire Suisse se trouvent du côté de l'exportation. Il convient dans ce contexte d'écouler le plus possible de produits suisses, notamment les produits haut de gamme. Pour Rolf Schweiger, la conclusion d'un ALEA avec l'UE offre une perspective à long terme pour l'ensemble de la filière de transformation. Un bond significatif dans le domaine de l'exportation permettra de nouveaux investissements, créera des places de travail et fera accroître la demande en produits agricoles indigènes.

Echos des entreprises

Roland Decorvet, Directeur général de Nestlé Suisse SA, a montré de manière convaincante, à l'aide de son entreprise qui exporte près de 50 % de l'ensemble de sa production vers les pays de l'UE, à quel point un libre-échange intégral avec l'UE est important pour maintenir sa compétitivité. Selon M. Decorvet, la suppression de la compensation des prix décidée au sein de l'OMC pour les matières premières agricoles suisses dont le prix est nettement plus élevé compromet gravement l'ensemble de la filière de transformation. Etant donné que le recours aux matières premières étrangères meilleur marché rime pour l'agriculture avec des pertes de parts de marché et pour l'industrie transformatrice avec d'importantes démenées administratives, le libre-échange représente pour lui la seule opportunité. M. Decorvet l'a démontré à l'aide de la transformation industrielle de café qui est au régime du libre-échange depuis 2005. En cas de libre-échange, l'agriculture va aussi remplir un rôle important en tant que fournisseuse de matières premières et de prestations d'intérêt général. Les mesures d'accompagnement nécessaires ne doivent pas, selon M. Decorvet, "échouer à cause d'un financement insuffisant".

Walter Huber, Chef du département Industrie de Migros, a analysé le point de départ stratégique tel qu'il se présente à l'Industrie Alimentaire Suisse et a souligné, en mentionnant les investissements effectués durant les 10 dernières années, l'attachement de l'entreprise à la place industrielle suisse. L'industrie Migros se considère comme un important partenaire de l'agriculture suisse et transforme une part significative des matières premières agricoles helvétiques. M. Huber s'est montré également persuadé que le chemin du succès conduit vers l'Europe par le libre-échange agroalimentaire. C'est pourquoi L'industrie Migros va poursuivre ses investissements en vue d'augmenter sa capacité européenne. Werner Hug, délégué du Conseil d'administration de Hug AG et copropriétaire de la fabrique de biscuits Wernli, attend d'un libre-échange intégral avec l'UE en priorité la suppression des entraves techniques au commerce et l'alignement des prix des matières premières agricoles helvétiques sur ceux de l'UE. M. Hug a relevé l'opportunité, pour son entreprise, de pouvoir se profiler à l'étranger avec des produits fabriqués à partir de matières premières agricoles suisses grâce à l'amélioration de la compétitivité des prix de ces dernières.